

Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM



## Rapports de Congrès FEUQ

Rapport co-rédigé par :

Xavier Dandavino, Yuri Dupuis-Jobin, Claude Rouleau Jolicoeur et Karl Bernatchez

Déposé le 12 janvier 2015

# Rapport de Congrès FEUQ

*Les 21 et 22 juin 2014*

Délégation :

Xavier Dandavino, Responsable à la coordination de l'ADEESE (CAI, CASP)

Yuri Dupuis-Jobin, Responsable aux affaires externes de l'ADEESE (CAU, CNCS)

Maryse Forget, Responsable aux communications de l'ADEESE (CAU, CNCS)

Ève Gladu, Présidente de l'AMEBES (Enseignement secondaire) (CAI, CASP)

Lieu : Sutton, Gîte Le Montagnard

Hôtes : Conseil exécutif de la FEUQ

Objets du rapport :

- Formations
- Commission des affaires universitaires
- Conseil national des cycles supérieurs

## Formations

### Jeudi 19 juin, 20 h 30 : Fonctionnement de la FEUQ

Contenu : Alexandre Goyer, vice-président exécutif de la FEUQ, fait une brève présentation de ce qu'est la FEUQ, la manière dont elle fonctionne, sa structure, sa composition, ses principes, le type de documents qu'elle publie, etc.

### Jeudi 19 juin, 21 h : Histoire du mouvement étudiant

Contenu : Mathieu Oligny, ancien militant à l'AGECVM (Vieux-Montréal, 2005), ancien officier de la FEUQ et actuel attaché à l'exécutif de l'AÉESG (Gestion UQAM), fait un atelier sur l'histoire du mouvement étudiant de 1950 à 2013.

Il introduit en prévenant des biais de l'interprétation historique, notamment lorsque les auteurs sont eux-mêmes de présents ou anciens protagonistes du sujet étudié. Il fait état des origines du mouvement étudiant québécois, de ses assises idéologiques, du contexte politique de l'époque et de certains événements marquants des luttes étudiantes.

Un bref survol des événements de 1968 et de ses impacts dans le changement de paradigme sur le travail de représentation étudiante (comité conjoint/démocratie directe) et en terme de gains concrets.

Sur la période l'ANEEQ (1970 à 1988), (présenté ANEQ dans la conférence, on présente les luttes importantes de l'organisation de même que ses dynamiques internes, mettant en lumière ce qui deviendra le berceau de la FEUQ.

En 1990, fin de l'ANEEQ et création des fédérations étudiantes. La période est présentée comme une accumulation de gains (ONU, Coalition X, FCBM).

Années 2000 : Création de l'ASSÉ, fin de l'apogée des fédérations, début de critiques, notamment suite aux grèves de 2005 et 2012.

#### Vendredi 20 juin, 10 h 50 : Code Morin

Contenu : François Corriveau (avocat, président d'assemblées et formateur), fait une présentation de base du code de procédures. Il expose les grands principes du code et les mécanismes de base, notamment ceux qui sont applicables à la FEUQ. Plusieurs cas de figures sont étudiés et la participation des auditeurs a été mise à profit lors de la conférence.

Appréciation : La conférence a été pertinente pour les délégué-es de l'FEUQ, soit pour se familiariser avec le code, soit pour en déceler avec plus de détails les quelques lacunes, dans un contexte de prochaine remise en question du code, à la FEUQ comme au local. Un membre de la délégation a déjà souligné son intérêt de participer à l'appel de mémoire sur le changement du code en août.

#### Vendredi 20 juin, 13 h 15 : Organisation d'une campagne

Contenu : Martine Desjardins, ancienne présidente de l'FEUQ et présidente de la FEUQ en 2012 durant la grève et en 2013 durant le sommet, fait une présentation sur l'organisation d'une campagne, en débutant par les comparaisons et différenciations à faire entre la campagne de 2012 et de 2013. Elle explique les étapes préalables à la campagne, soit l'évaluation des forces et faiblesses de sa propre organisation, des adversaires, des cibles et des alliés potentiels. Elle expose la distinction à faire entre l'objectif et les moyens ; la nécessaire escalade des moyens de pression, etc.

#### Vendredi 20 juin, 14 h 25 : Portrait politique provincial

Contenu : Vincent Marissal, chroniqueur à La Presse, expose son analyse de la politique provinciale. Il introduit son exposé par le terme de l'austérité, à l'ordre du jour du gouvernement, et même de l'opposition. Il donne son analyse personnelle du spectre de Couillard, socialement libéral mais fiscalement conservateur, et dont le projet ultime est

la réduction de la taille de l'État. L'indexation pourrait devenir une formule généralisée à tous les services. Le PLQ peut remercier le PQ d'avoir réglé la crise étudiante à sa place, d'avoir pavé la voie au budget d'austérité, de l'avoir lavé par la loi sur le financement des partis politiques. Le chroniqueur a, en bref, beaucoup de choses à dire sur la politique provinciale actuelle.

#### Vendredi 20 juin, 16 h 25 : Rôle d'un administrateur

Contenu : François Corriveau explique les éléments légaux permettant de distinguer, au niveau des droits, devoirs et responsabilités, ce qui constitue une personne physique et une personne morale. Ce qui rend l'association légale, c'est le fait de pouvoir faire tenir la responsabilité de ses actes sur un conseil d'administration. C'est une des raisons qui fait que les associations étudiantes doivent être reconnues par la loi 32 ou la politique 32 à l'UQAM, ce sont là des conditions pour que l'État reconnaisse ces associations. Le conseil d'administration est maître d'FEUQ de tout ce qui concerne les contrats de l'association, la direction et l'emploi dans l'association, les questions budgétaires et règlementaires. L'Assemblée Générale exerce une pression politique là où le CA exerce une pression légale. Reste toutefois entre les mains de l'AG de : nommer le vérificateur financier, entériner les règlements, élire les administrateurs. Une association peut prendre différentes tangentes dans sa vie, incluant l'incorporation, la dissolution, la radiation jusqu'à reprise d'existence, faillite, etc. Dans cette vie, l'association passe au travers d'années financières à l'intérieur desquelles elle doit déclarer ses différentes composantes civiles, légales, règlementaires et fiscales, de même que tenir une assemblée générale annuelle. La responsabilité civile des administrateurs doit, pour être portée, inclure les trois éléments suivants : un préjudice à la victime, la faute du responsable et un lien causal. C'est parce que ce trio est difficile à prouver que la faute d'une personne morale n'implique que rarement la faute d'un administrateur. La principale obligation morale que les administrateurs devraient FEUQ est qu'ils doivent toujours agir dans le meilleur intérêt de la personne morale.

Vendredi 20 juin, 17 h 50 : Sources et modes de financement, répertoire des études passées et à venir

Contenu : Laurent Viau, ancien président du CNCS, présente les différentes éditions de l'enquête sur les sources et modes de financement. Les formes de réponses qu'elles ont pu donner, les différences entre les versions dans le contenu, dans la forme, dans l'échantillon participant dans l'opérationnalisation des données en recherches et en campagnes. Il termine en ouvrant sur le potentiel de la présente enquête, sur son caractère unique en terme de participation et de large ratissage d'informations.

Vendredi 20 juin, 20 h 30 : ABC de la mob

Contenu : Julien Nepveu-Villeneuve et Maxime Clément présentent les éléments importants d'une bonne stratégie de mobilisation ainsi que des anecdotes personnelles. Ils soulignent l'importance d'identifier des objectifs clairs avant d'élaborer toute tactique de mobilisation, et aussi de prendre ces objectifs en compte dans la définition des moyens. On fait mention de la nécessaire distribution des tâches en fonction des ressources financières, humaines et des besoins spatiaux et temporels. De là plusieurs tactiques existent : les tournées de classe, la *one on one*, le tract, la pétition, etc.

## **Commission des affaires universitaires**

### (Section 1) Financement des universités

#### **(Section 1.1) Formule de financement des universités**

Dans un premier temps, le vice-président des affaires universitaires fait une présentation ainsi qu'un suivi sur le rapport du chantier du gouvernement. Le dépôt du rapport final

est prévu pour le mois de juin 2014. La FEUQ désire s'assurer que le rapport final du chantier soit bel et bien déposé et que les conclusions soient prises en compte. La FEUQ demande également qu'un comité permanent soit créé pour réviser la politique de financement des universités. Une question est soulevée quant à la présence d'étudiant-es sur le comité permanent de la révision de la politique de financement des universités. Le vice-président aux affaires universitaires précise qu'il tâchera d'avoir des sièges étudiants sur ce comité.

### **(Section 1.2) Frais institutionnels obligatoires**

La règle concernant les FIO dans les institutions se terminait à l'année scolaire 2012-2013. La FEUQ revendique alors de revenir à l'ancienne règle tout en modifiant certains points comme l'annulation de l'indexation, l'établissement d'une nomenclature détaillée et commune des FIO pour toutes les universités, la vérification par le conseil national des universités de ces FIO par les universités et l'abolition de tous les FIO qui sont couverts par les règles de financement ou par un FIO similaire. Le vice-président aux affaires universitaires explique aux personnes présentes que la règle sur l'indexation des FIO perdure pour l'instant. Plusieurs rencontres sont à venir.

### **(Section 1.3) Réinvestissement en enseignement supérieur**

Le vice-président aux affaires universitaires présente le dossier qui était en chantier lors du gouvernement PQ (qui avait annoncé un investissement en enseignement supérieur). Or, avec le nouveau gouvernement, il semble qu'il va y avoir des coupures en enseignement supérieur (possiblement 120M \$). On ne sait toutefois pas où elles seront. Dans les faits, il devrait y avoir une augmentation de 4%, mais c'est moins que les prévisions prévues au sommet.

### **(Section 1.4) Programme d'études non subventionnées**

La FEUQ développera un discours quant aux programmes d'études non subventionnés car certaines universités refusent les subventions par le gouvernement du Québec et facture des frais très élevés aux étudiant-es. (Exemple de McGill et le MBA)

## (Section 2) Accessibilité aux études et conditions de vie des étudiant-es

### **(Section 2.1) Conditions de vie des étudiant-es**

Une enquête (Source et modes) a été faite pour l'année 2013. Cette enquête analysera le portrait type d'un-e étudiant-e en 2013. La FEUQ s'engage ainsi à en vulgariser les résultats. Cette enquête permettra également de dresser un portrait type d'un-e étudiant-e de 2013 selon chaque université, en fonction des ententes établies avec celles-ci.

### **(Section 2.2) Contributions étudiantes**

La FEUQ développera un discours sur la contribution financière des étudiant-es internationaux-ales. Puisqu'on parle d'augmentation des frais de scolarités pour les étudiant-es internationaux-ales, la FEUQ s'engage donc à contrer quelque hausse des frais de scolarité pour les étudiant-es internationaux-ales si celle-ci se présente. De plus, la FEUQ adopte un devis de recherche quant à la gratuité scolaire et sur l'indexation des frais de scolarité.

Plusieurs questions sur l'entente France-Québec surviennent. Il semblerait que de briser cette entente soit plus difficile que prévu à faire. Malgré tout, nous n'avons pas plus d'informations sur le sujet, la FEUQ reste à l'affût de la situation. La FEUQ dressera donc un portrait de plusieurs ententes avec les étudiant-es internationaux-ales pour avoir un portrait général et revoir le discours de la FEUQ à ce sujet.

### **(Section 2.3) Conseil supérieur de l'éducation**

La FEUQ se penche sur différentes publications des rapports du Comité consultatif sur l'aide financière aux études (CCAFE) et du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) concernant leurs recommandations quant à des sujets qui touchent la FEUQ comme la formation à distance et une possible hausse des frais de scolarité des étudiant-es internationaux-ales.



### (Section 3) La qualité de la formation

#### **(Section 3.1) Stages obligatoires**

La FEUQ tentera d'avoir une compensation financière pour tous-tes les étudiant-es en stage obligatoire à temps plein. Pour cela, la FEUQ va terminer la rédaction de la recherche sur l'encadrement des stages obligatoires.

#### **(Section 3.2) Formation à distance**

La FEUQ développera son discours quant au sujet de la formation à distance. Plusieurs universités font face à de nouveaux programmes à distance et il est pertinent de se pencher sur le sujet pour connaître les avantages et les désavantages de la formation à distance.

#### **(Section 3.3) Table des enjeux étudiants académiques du Québec**

La FEUQ organisera le 11 octobre prochain, à Mont-Laurier, la TÉEAAQ afin de discuter d'enjeux pédagogiques et académiques des différentes associations étudiantes.

### (Section 4) Gouvernance et autonomie des universités

#### **(Section 4.1) Imputabilité des universités**

Suite au sommet sur l'enseignement supérieur en 2013, un des chantiers consistait à créer un Conseil national des universités (CNU). Or, avec le nouveau gouvernement, le travail est à refaire. La FEUQ demande donc au nouveau gouvernement d'établir le Conseil national des universités. De plus, la FEUQ tentera d'obtenir une meilleure représentation des étudiant-es sur le CNU et de contribuer à son opérationnalisation. La FEUQ demande également une loi-cadre pour les universités quant à l'imputabilité des universités.

Également, la FEUQ s'attardera à améliorer l'imputabilité des universités et obtenir un changement du mandat du vérificateur général pour y inclure les universités

#### **(Section 4.2) Ordres professionnels**

La FEUQ veut se doter d'un discours sur les ordres professionnels. La FEUQ tâchera d'effectuer une vigie des projets de loi sur les ordres professionnels et sur l'office des professions.

#### **(Section 4.3) Conseils d'administration**

La FEUQ développera son discours sur les modèles de conseil d'administration des universités.

#### Devis de recherche

1. Un devis de recherche est adopté pour la recherche sur la politique de financement des universités.
2. Un devis de recherche est adopté pour la formation à distance, quant aux trois types de formations, soit la formation hybride, les CLOM et les cours en ligne.
3. Un devis de recherche est adopté pour l'avis sur la contribution financière des étudiant-es internationaux-ales.
4. Un devis de recherche est adopté pour l'avis sur les ordres professionnels.

#### **Plan d'action sur les stages finaux en éducation**

La FEUQ propose un plan d'action davantage dirigé vers le politique que la mobilisation étudiante, avec diverses rencontres avec le ministre de l'éducation. D'après le vice-président aux affaires universitaires, il existe une fenêtre d'ouverture pour accéder à la rémunération des stages finaux en éducation. De plus, le ministre de l'Éducation se dit ouvert à réaliser quelque chose de concret pour les stagiaires en éducation et est également ouvert à revaloriser la profession enseignante. Selon le vice-président aux affaires universitaires, cette fenêtre d'opportunité est petite mais elle doit être saisie avant

hiver 2015 puisque c'est à ce moment que le gouvernement ficelle son budget. De plus, le plan d'action spécifique de la rémunération des stages en éducation se voit comme un tremplin pour atteindre la rémunération des stages obligatoires (de tous domaines confondus), d'où l'importance d'avoir un échéancier court, pour l'automne 2014.

Du côté de l'ADEESE, nous avons, tout d'abord, fait la remarque qu'il était préférable d'utiliser « compensation » plutôt que « rémunération » afin de bien saisir les enjeux sémantiques et enfin, développer un discours réaliste et unifié. Aussi, nous avons critiqué, puis modifié le plan d'action afin d'arrimer le plan d'action spécifique de la FEUQ et la campagne sur la compensation des stages de prise en charge obligatoire en éducation que l'ADEESE désire lancer dès janvier 2015. L'ADEESE fait la modification du plan d'action spécifique puisqu'elle ne croit pas réellement aux paroles ainsi qu'à la fenêtre d'ouverture du ministre de l'Éducation et croit qu'il est important d'avoir une mobilisation étudiante autour d'une question comme la compensation des stages de prise en charge obligatoire en éducation. L'ADEESE amène l'idée de faire une mobilisation nationale autour de ce sujet avec les associations membres de la FEUQ et non-membres afin de faire une sorte de front commun sur la question. L'ADEESE croit qu'il est important de faire une bonne mobilisation de concert avec les autres associations car ce sont les associations étudiantes qui doivent mobiliser les étudiant-es afin d'éviter l'échec des dernières campagnes.

## **Conseil National des Cycles Supérieurs [CNSC – 138]**

### (Section 1) Campagne annuelle

La campagne annuelle du conseil national des cycles supérieurs ne se basera pas sur l'harmonisation des conseils subventionnaires mais davantage sur la politique nationale de la recherche et de l'innovation (PNRI) vu le contexte actuel et son absence lors du dernier budget libéral. Le président du conseil amène cette campagne puisqu'il y voit davantage de possibilités de gains dans ce domaine.

Un nouveau plan de travail sur cette campagne sera déposé au prochain congrès.

## **(Section 1.1) La CNCS vise tout de même à modifier le processus d'attribution des bourses des conseils subventionnaires**

### (Section 2) Orientations politiques

#### **(Section 2.1) Frais indirects de recherche**

Le CNSC militera afin d'augmenter la couverture des frais indirects de recherche de la part du gouvernement fédéral.

#### **(Section 2.2) Politique nationale de la recherche et de l'innovation (PNRI)**

Le CNSC s'assurera de faire un suivi quant à la PNRI et s'assurera que les gains obtenus auparavant soient conservés si un changement de gouvernement a lieu. De plus, le CNSC tentera d'obtenir un réinvestissement dans les Fonds de recherche du Québec afin de financer toutes les demandes admissibles au programme de bourses d'excellence.

#### **(Section 2.3) Valorisation de la recherche fondamentale**

Le CNSC militera afin de revaloriser la recherche fondamentale. Il s'agit ici de faire de la représentation auprès de partis politiques provinciaux et fédéraux afin d'expliquer l'importance d'atteindre un équilibre entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée.

#### **(Section 2.4) Représentation étudiante sur les organismes subventionnaires**

Le CNSC devra s'assurer de la présence d'étudiant-es sur plusieurs comités ou conseils d'administration (comme les conseils d'administration des Fonds de recherche). S'assurer de la présence étudiante sur des instances telles que des comités des Fonds de recherche du Québec (FRQ), obtenir un siège observateur étudiant sur le comité intersectoriel et obtenir plusieurs présences étudiantes sur le plus d'organismes fédéraux.

#### **(Section 2.5) Encadrement de la recherche en partenariat**

Le CNSC doit se doter d'un discours plus pointu sur la question des impacts vécus par les étudiant-es-chercheur-es participants à des recherches en partenariat avec le secteur privé et le diffuser.

### (Section 3) Production de recherche

#### **(Section 3.1) Financement intégré**

Le CNSC devra se doter de positions quant au financement intégré. Cela étant dit, le CNSC devra se doter d'un argumentaire concernant le financement intégré pour les étudiants aux cycles supérieurs dans les universités québécoises.

#### **(Section 3.2) Mise à jour de la recherche sur la propriété intellectuelle**

Le CNSC doit réactualiser sa recherche de 2008 sur la propriété intellectuelle et l'adapter au contexte actuel pour ainsi se doter de positions quant au sujet pour finalement en faire la promotion. Le CNSC doit également faire de la représentation auprès des acteurs et actrices concerné-es et des pouvoirs publics en vue d'une éventuelle refonte des politiques quant à la propriété intellectuelle.

#### **(Section 3.3) La science ouverte et la publication en libre-accès**

Le CNSC doit produire un avis sur l'état des lieux du coût des abonnements aux périodiques dans les universités québécoises. Ainsi, le CNSC doit se doter de positions sur la science ouverte et la publication en libre-accès. Pour ce faire, le CNSC va consulter ses partenaires actuels comme le FQPPU et l'ACFAS, mais également des organismes subventionnaires fédéraux et provinciaux.

#### **(Section 3.4) Encadrement des étudiant-es aux cycles supérieurs**

Le CNSC doit actualiser son avis sur l'encadrement des étudiant-es aux cycles supérieurs afin d'y ajouter une section sur des normes minimales à adopter par les universités quant à l'encadrement des étudiant-es aux cycles supérieurs. Ainsi, la FEUQ doit mettre de l'avant ses points de vue et ses recommandations dans le milieu universitaire au sujet de l'encadrement des étudiant-es aux cycles supérieurs.

**(Section 3.5) Rémunération des stages obligatoires dans les programmes professionnels de cycles supérieurs**

Le CNSC s'engage à produire un discours sur les stages obligatoires dans les programmes professionnels de cycles supérieurs.

**(Section 3.6) Trousse d'information pour les demandes de bourses aux concours des organismes subventionnaires fédéraux et québécois**

Le CNSC doit développer une trousse qui synthétise les informations concernant le dépôt de candidatures dans le cadre des concours de bourses des organismes subventionnaires fédéraux et québécois.

# Rapport de Congrès FEUQ

*Les 15 et 16 août 2014*

Délégation :

Stéphanie Thibodeau, Responsable aux affaires administratives, ADEESE (CAI, CASP)

Xavier Dandavino, Responsable à la coordination, ADEESE (CA)

Karl M. Bernatchez, Responsable aux affaires institutionnelles, ADEESE (CAU, CNCS)

Maryse Forget, Responsable aux communications, ADEESE (CAU, CNCS)

Ève Gladu, Présidente de l'AMEBES (Enseignement secondaire) (CAI, CASP)

Lieu : Université Concordia

Hôtes : CSU

Objets du rapport :

- Commission des affaires institutionnelles
- Commission des affaires universitaires
- Commission des affaires socio-politiques

## Comité des régions

Cette instance en est encore à ces balbutiements. Elle existe depuis à peine quelques mois et ne rassemble que deux associations de manière formelle.

Les discussions touchaient...

- Les rapports entre la FEUS et la société des transports de Sherbrooke quant à leurs spéciaux étudiants. Une réalité qui n'est pas applicable à l'UQAT.
- Plusieurs soulignent que les journaux régionaux version papier ont de la misère à survivre.
- Discussion sur le phénomène de migration étudiante en région.  
30 septembre - 2 octobre.
- UQAT : Problème de logement étudiant (résidence) insuffisant même pour l'arrivée d'étudiants internationaux déjà acceptés et prêt à arriver. Ils cherchent à augmenter les liens avec le Cégep pour combler ce problème temporairement.

## Commission des affaires universitaires

### Section 1) Compensation des stages en éducation

En commission, la délégation de l'ADEESE a fait la demande explicite de séparer plus clairement dans la réflexion les objectifs de stages en éducation et de stages obligatoires en général. Cette demande a eu lieu pour un deuxième congrès consécutif, avec plus d'explication seul à seul avec le responsable de la commission. Fut aussi soulignée l'importance d'enlever la logique de « rémunération » et de salaire, d'ajuster le calendrier d'action afin de la rendre plus réaliste. Formellement, il fut demandé d'avoir des outils statistiques pour la Table de concertation (plus tard baptisée la CRAIES). Y est soulignée le risque de faire ces démarches seulement basées sur la diplomatie et la concertation, sans mettre d'emphase sur la mobilisation et sur les moyens de pression susceptibles de faire plier le gouvernement en notre faveur. La question légale de l'impact de la revendication sur les niveaux syndicaux et administratifs du salariat du stagiaire par rapport à la compensation (CSDM, MELS, etc.)



# Rapport de Congrès FEUQ

*Les 31 octobre au 2 novembre 2014*

Délégation :

Xavier Dandavino, Responsable à la coordination, ADEESE (CAI, CASP)

Claude Rouleau Joliceur, Responsable aux affaires universitaires, ADEESE (CAU, CNCS)

Valérie Gosselin, Présidente de l'AME-DDC (CAI, CASP)

Yuri Dupuis-Jobin, Responsable aux affaires externes, ADEESE (CAU, CASP)

Lieu : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Hôtes : AGEUQAT

Objets du rapport :

- Commission des affaires institutionnelles
- Commission des affaires universitaires
- Commission des affaires socio-politiques
- Conseil national des cycles supérieurs
- Campagne annuelle
- Vote en congrès

## Commission des affaires sociopolitiques

### (Section 1) Étudiant-es internationaux-ales

#### **(Section 1.1) Les obstacles administratifs relatifs aux étudiant-es internationaux-ales**

Conformément au plan d'action spécifique sur les étudiant-es internationaux-ales, la Vice-Présidente aux affaires sociopolitiques a présenté en commission un *Avis sur les obstacles administratifs relatifs aux étudiant-es internationaux-ales*. Cet avis, dont quelques modifications ont été apportées séance tenante (voir le document final sur le site web), permet à la FEUQ d'avoir un discours et de mieux comprendre les problèmes vécus par ces étudiant-es. Au niveau de l'ADEESE, certains éléments de l'avis touchaient des revendications adoptées en assemblée générale, notamment sur la question des assurances privées nécessaires pour les étudiant-es et sur l'accès à l'avortement. De manière générale, cependant, l'ADEESE ne compte que très peu d'étudiant-es internationaux-ales.

#### **(Section 1.2) Crédit d'impôt**

Le Parti Libéral a adopté, en conseil général, une motion en faveur de l'instauration d'un crédit d'impôt. La FEUQ a malgré tout le devoir, selon son plan d'action spécifique sur les étudiant-es internationaux-ales, d'adopter une recherche sur cet enjeu. Dû aux difficultés dans l'embauche d'un chercheur, cette étape prévue pour août 2014 vient tout juste d'être réalisée. Cependant, en instance, la FAECUM (Université de Montréal) a questionné la pertinence de commander une recherche à ce stade-ci de l'année, considérant qu'elle venait elle-même d'en produire une. Suite à un certain moment d'attente procédurale, la Commission a décidé de repousser l'adoption d'un devis de recherche, le temps de regarder le travail que la FAECUM avait déjà réalisé.

#### **(Section 2) Transport en commun**

La vice-présidente a présenté un devis de recherche sur le transport en commun. La recherche est prévue pour décembre 2014. La FEUS (Sherbrooke) a fait valoir quelques modifications au devis de recherche afin de mieux faire correspondre celle-ci aux besoins

spécifiques de la région. Pas directement touchée par les modifications mais sensible aux besoins de la FEUS, l'ADEESE s'est abstenue sur la plupart de ces questions.

### **(Section 3) Austérité**

Face à conjoncture, la vice-présidente a présenté un *Plan d'action spécifique sur la Lutte aux compressions budgétaires du gouvernement dans les services publics* (autrement dit : austérité). Le plan d'action prévoit des représentations déjà effectuées pour d'autres enjeux sur les *Commission d'examen sur la fiscalité québécoise* et *Commission de révision permanente des programmes*. En plus de ces représentations, la FEUQ prévoit réagir médiatiquement et sur les réseaux sociaux aux coupures annoncées. Le plus gros élément du plan d'action spécifique est l'organisation d'une grande manifestation nationale le 29 novembre 2014. En vertu d'un mandat clair vers une escalade des moyens de pression, la délégation de l'ADEESE a amendé le plan d'action spécifique afin d'y ajouter une étape de consultation des associations membres sur les moyens de pression à augmenter pour atteindre nos revendications. Bien qu'il ait été adopté, cet amendement a été reçu avec peu d'enthousiasme par les délégations présentes. La terminologie a été édulcorée afin de ne pas paraître trop brusque dans le ton utilisé, et ce malgré l'ampleur des coupures annoncées.

## Commission des affaires institutionnelles

### **(Section 1) Qualité de la langue**

Suite aux enquêtes menées par la FEUQ sur les différents moyens structurels d'améliorer la qualité de la langue dans les documents de l'organisation, le secrétaire-général recommande dans son rapport de s'en tenir aux relectures assidues et de ne pas engager de ressources financières supplémentaires. Ce rapport avait été mis en dépôt, lors du congrès d'août, notamment suite aux interventions de la délégation de l'ADEESE sur le fait que plusieurs moyens tels que les centres d'aide à la réussite (CARÉ) ou les formations à l'utilisation du logiciel *Antidote* ne semblaient pas avoir étudiés. Bien qu'on comprenne les obstacles temporels et financiers à l'amélioration de la langue par des moyens concrets engagés, l'ADEESE s'est montré déçue qu'il n'y ait pas davantage d'efforts organisationnels pour soutenir la qualité de la langue française. On a somme toute constaté une amélioration dans la production des documents en français depuis l'adoption de cette orientation en juin 2014. L'ADEESE s'est abstenue sur l'adoption du rapport.

### **(Section 2) Communications web**

Le secrétaire-général a présenté le nouveau site web de la FEUQ. Celui-ci est plus simple et plus facile à naviguer que l'ancien. Le lancement du nouveau site web permettra aussi de mettre tous les nouveaux documents de la FEUQ, issus de la réforme des statuts et règlements du mandat précédent, à jour. Suite à cette présentation, la Commission a eu une courte discussion sur l'utilisation des médias sociaux. Les délégué-es comme les officier-ères se sont donnés le devoir mutuel de davantage diffuser les publications de la page FEUQ.

## Commission des affaires universitaires

### (Section 1 Stages obligatoires)

#### **(Section 1.1) Adoption de la recherche sur les stages obligatoires au premier cycle**

Lors de l'adoption de la recherche sur les stages obligatoires au premier cycle, nous avons constaté avant son adoption que cette recherche comprenait plusieurs erreurs quant aux programmes vus dans cette recherche. L'ADEESE a particulièrement souligné les erreurs quant au domaine de l'éducation sur des chiffres avancés par la FEUQ. De plus, cette recherche comprenait de nombreuses sections *copiées/collées* d'une recherche de 2011, ce que de nombreuses associations étudiantes ont mentionné au vice-président des affaires universitaires. Les associations membres ont ainsi **mis cette recherche en dépôt** afin que le vice-président des affaires universitaires puisse la retravailler.

### (Section 2) La gratuité scolaire et l'indexation

Le devis de recherche sur la gratuité scolaire et l'indexation fut **adopté**. L'ADEESE a amené certaines modifications et demandé à ce que la partie sur la gratuité scolaire soit renforcée dans ce devis de recherche. L'ADEESE a également demandé que ce devis de recherche recense les pays ayant la gratuité scolaire comme politique en éducation et que des analogies soient faites sur la possibilité d'en faire pareil.

### (Section 3) Sources et modes de financement des étudiant-es

Il y a eu du retard dans la rédaction de Sources et modes et le dépôt est prévu le 22 janvier 2015.

#### (Section 4) Compensation financière des stages obligatoires

Lors des discussions de la compensation financière des stages obligatoires en éducation et des stages obligatoires, nous sommes revenus sur le sujet de la pétition qui a été lancée quelques jours auparavant. L'ADEESE a ainsi fait une critique à la FEUQ concernant cette pétition puisque celle-ci était en version électronique, l'ADEESE comptait bien utiliser les pétitions à des fins de mobilisation comme il était entendu lors de congrès plus tôt. De plus, l'ADEESE mentionne qu'il est fort dommage que la FEUQ n'ait pas envoyé à leurs associations membres une copie de la pétition alors que l'ADEESE a demandé à deux reprises de voir cette dite pétition avant qu'elle ne soit déposée. Nous nous sommes donc butés à l'excuse que la FEUQ ne peut consulter sans arrêt ses associations membres pour des projets de petites ampleurs telle que la pétition sur les stages compensés/rémunérés en éducation. La troisième critique de l'ADEESE sur ce dossier face au manque de coordination de la FEUQ avec la CRAIES. L'ADEESE a créé, avec la collaboration de la CADEUL (Université Laval) en août dernier, une table d'action sur la compensation des stages en éducation nommée CRAIES. L'ADEESE reprochait ainsi à la FEUQ, observatrice à cette table d'action, de ne pas avoir consulté la CRAIES concernant la pétition afin d'organiser une mobilisation nationale sur le sujet. Nous nous sommes donc fait répondre que la FEUQ est la FEUQ et qu'elle n'est pas la CRAIES, qu'elle pouvait bien faire ce qu'elle voulait.

Suite à ces critiques face au suivi du plan d'action, expliqué par le vice-président aux affaires universitaires, l'ADEESE a fait une proposition du retrait de la pétition afin de la déposer en janvier, version papier, pour en faire une grande mobilisation en collaboration avec la CRAIES afin d'avoir une plus grande participation à cette pétition. Suite à plusieurs discussions et argumentations, nous en sommes venus à une période de vote où la proposition fut rejetée à majorité.

## RÉSULTATS DU VOTE SUR LE RETRAIT DE LA PÉTITION EN LIGNE

Ont voté <b>CONTRE</b> la proposition de retirer la pétition :	On voté <b>POUR</b> la proposition de retirer la pétition :
<ul style="list-style-type: none"><li>• PGSS [Deuxième cycle McGill]</li><li>• AÉESG [Gestion UQAM]</li><li>• AGEUQAT [Abitibi-Témiscamingue]</li><li>• AÉCSP [Cycles supérieurs Polytechnique]</li><li>• FAÉCUM [Université de Montréal]</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• ADEESE [Éducation UQAM]</li><li>• FEUS [Sherbrooke]</li></ul>
Se sont <b>ABSTENUS</b> sur la proposition de retirer la pétition :	
<ul style="list-style-type: none"><li>• AÉP [Polytechnique 1<sup>er</sup> cycle]</li></ul>	

## Congrès

### Retour sur le vote en CAU

Une situation particulière est survenue lors de la fermeture du congrès. À la base, le congrès entérine les décisions prises en commission. Or, lors de la fermeture du congrès de Rouyn-Noranda, la FEUS [Fédération étudiante de Sherbrooke] a demandé de retirer et de ne pas adopter tout de suite une décision qui avait été prise lors de la commission des affaires universitaires. La FEUS a donc décidé de retirer la proposition de l'ADEESE concernant le retrait de la pétition sur la compensation des stages et ainsi, de traiter cette proposition en congrès. Il faut savoir qu'en congrès, les votes ne sont pas similaires. En commission, nous comptons une association/un vote alors qu'en congrès, chaque association à un nombre de vote calculé selon le nombre de membres.

Lors de ce vote en congrès sur la proposition de retrait de la pétition, l’ADEESE ainsi que la FEUS ont amené l’idée qu’il serait fort intéressant que les associations qui possèdent un volet éducation puissent se pencher sur la question et que les autres associations, non touchées par cette question de pétition et de compensation des stages en éducation, puissent s’abstenir. Ainsi, une période de caucus fut demandée par l’AGEUQAT afin de se consulter. Après le temps alloué, un nouveau vote fut réalisé selon le calcul de vote

Ont voté <b>CONTRE</b> la proposition de retirer la pétition :	On voté <b>POUR</b> la proposition de retirer la pétition :
<ul style="list-style-type: none"> <li>• AÉESG [Gestion UQAM] (6 VOTES)</li> <li>• FAÉCUM [Université de Montréal] (9 VOTES)</li> <li>• AÉP [Polytechnique 1<sup>er</sup> cycle] (4 VOTES)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ADEESE [Éducation UQAM] (4 VOTES)</li> <li>• FEUS [Sherbrooke] (6 VOTES)</li> <li>• AGEUQAT [Abitibi-Témiscamingue] (3 VOTES)</li> <li>• AÉCSP [Cycles supérieurs Polytechnique] (3 VOTES)</li> </ul>
<u>Total de votes : 19</u>	<u>Total de votes : 16</u>
<p style="text-align: center;">Se sont <b>ABSTENUS</b> sur la proposition de retirer la pétition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PGSS [McGill] (5 VOTES)</li> <li>• AÉÉNAP [École nationale d'administration publique] (3 VOTES)</li> </ul>	

Suite au vote, on constaté qu'une partie seulement des délégations avait répondu à l'appel à l'abstention. Notons aussi que plusieurs associations, dont la FAECUM et l'AEESG, avaient réagi vivement à la demande de la délégation de l'ADEESE.



## VOLET SUR LA CAMPAGNE ANNUELLE

Lors du tour de table, la FAECUM et l'AéESG ont critiqué le manque de visibilité de la campagne annuelle de la FEUQ sur les campus universitaires. Un des points soulevés par les associations étudiantes était que rare sont les exécutant-es des différentes associations facultaires ou modulaires qui savaient qu'elle est la campagne annuelle de la FEUQ.

La FEUQ rétorqua aux associations que la difficulté liée à l'information des étudiant-es sur les campus demeure que les différentes associations croient que leurs enjeux sont une priorité comparativement à la campagne annuelle de la FEUQ.

Les associations étudiantes croient que ce motif n'est pas valable et que la FEUQ doit mobiliser plus de ressources pour informer la population étudiante. La FAECUM s'interrogea sur la possibilité qu'une telle situation se reproduise et incite la FEUQ à prendre les mesures pour ne pas qu'elle se reproduise.

Compte tenu de la manifestation co-organisée par différents acteurs sociaux tels que la FEUQ, la FECQ, FTQ, CSN et la CSQ du 29 novembre portant contre l'austérité, un déléguée de l'ADEESE posa la question à savoir s'il était vraiment raisonnable de croire qu'en début décembre se mobilise la population étudiante sur l'enjeu annuel qu'est l'amélioration de l'AFE et s'il ne serait pas plus pertinent de réorienter la campagne annuelle de la FEUQ, comme celle de l'ADEESE, davantage vers une lutte contre l'austérité plutôt que sur l'accessibilité aux études. Cette intervention suscita des réactions d'opposition de la part de la FAECUM et de l'AéESG souhaitant garder le statut quo sur la campagne annuelle.